Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Château-Richer | 21035 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Liza Gagnon, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Château-Richer pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature Liza Gagnon Date 2025-04-07

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 1
État consolidé des résultats 4
État consolidé de la situation financière 5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 6
État consolidé des flux de trésorerie 7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 8
Renseignements complémentaires consolidés
Informations sectorielles consolidées
Résultats détaillés par organismes 25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 27
Situation financière par organismes 28
Charges par objets 29
Excédent (déficit) accumulé 30
Avantages sociaux futurs 34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 40
Analyse des charges consolidées 52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de Château-Richer,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE CHÂTEAU-RICHER (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE CHÂTEAU-RICHER au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes suis indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE CHÂTEAU-RICHER inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettonss en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GARIÉPY, GRAVEL, LAROUCHE, BLOUIN, CPA S.E.N.C.R.L.
par Nicole Roy, CPA auditrice
Québec, le 1er avril 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	7 309 827	7 423 123	6 979 023
Compensations tenant lieu de taxes	2	81 171	63 624	61 946
Quotes-parts	3			
Transferts	4	663 313	3 660 020	500 357
Services rendus	5	336 338	343 947	354 719
Imposition de droits	6	326 132	789 046	335 301
Amendes et pénalités	7	30 500	48 705	60 178
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	50 725	85 270	82 591
Autres revenus	10	47 343	(165)	16 516
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 845 349	12 413 570	8 390 631
Charges				
Administration générale	14	1 310 537	1 424 310	1 324 814
Sécurité publique	15	1 011 348	1 064 622	1 065 540
Transport	16	1 945 661	2 200 840	2 149 907
Hygiène du milieu	17	1 592 870	2 292 902	1 931 147
Santé et bien-être	18	15 000	6 588	9 334
Aménagement, urbanisme et développement	19	289 085	296 565	269 676
Loisirs et culture	20	888 996	1 308 794	1 236 352
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	470 044	555 747	582 218
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 523 541	9 150 368	8 568 988
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 321 808	3 263 202	(178 357)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		20 067 819	19 872 247
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			373 929
Solde redressé	28		20 067 819	20 246 176
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		23 331 021	20 067 819

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023 Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 800 290	891 174
Débiteurs (note 5)	2	7 387 780	5 164 993
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		5 063
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	9 188 070	6 061 230
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 821 388	1 389 843
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 380 926	690 028
Revenus reportés (note 11)	12	44 301	53 364
Dette à long terme (note 12)	13	13 348 131	12 125 686
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	17 594 746	14 258 921
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(8 406 676)	(8 197 691)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	31 568 579	28 112 878
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	126 226	73 916
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	42 892	78 716
	23	31 737 697	28 265 510
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	23 331 021	20 067 819
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	23 331 021	20 067 819
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	23 331 021	20 067 819

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 321 808	3 263 202	(178 357)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	( )	(5 019 218)	(880 697)
Produit de cession	3		42 000	
Amortissement	4		1 505 564	1 343 184
(Gain) perte sur cession	5		15 953	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(3 455 701)	462 487
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(52 310)	5 781
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		35 824	24 363
	13		(16 486)	30 144
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 321 808	(208 985)	314 274
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(8 197 691)	(8 885 894)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			373 929
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(8 197 691)	(8 511 965)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(8 406 676)	(8 197 691)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 263 202	(178 357)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 505 564	1 343 184
Autres			
▪ Perte sur disposition d'immobilisations	3.1	15 953	
	4	4 784 719	1 164 827
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(2 222 787)	125 635
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	690 898	83 462
Revenus reportés	8	(9 063)	(118 636)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(52 310)	5 781
Autres actifs non financiers	12	35 824	24 363
	13	3 227 281	1 285 432
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(5 019 218)	(880 697)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	42 000	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(4 977 218)	(880 697)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	( )	( )
Remboursement ou cession	20	5 063	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		212
	23	5 063	212
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 666 039	2 391 622
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 423 026)	(1 292 239)
Variation nette des emprunts temporaires	26	1 431 545	(1 908 911)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(20 568)	
Autres			
▪	28.1		
	29	2 653 990	(809 528)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	909 116	(404 581)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	891 174	1 295 755
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	891 174	1 295 755
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 800 290	891 174

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La VILLE DE CHÂTEAU-RICHER est un organisme municipal constitué et régie en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par l'organisme présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23. Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression ''administration municipale'' réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la VILLE DE CHÂTEAU-RICHER et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont la Régie d'Assainissement des Eaux Usées de Boischatel, L'Ange-Gardien, Château-Richer et la Régie Intermunicipale de l'Aréna de La Côte-de-Beaupré. Les états financiers des régies sont intégrés selon la méthode de la consolidation proportionnelle aux taux respectifs de 29 % et de 20.25 %.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ses bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ses bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ses bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés, sauf dans le cas d'actifs incorporels achetés.

Stocks

Les stocks sont présentés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des affaires, moins les charges de ventes variables qui s'appliquent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé en fonction de leur vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire et aux taux suivants :

Ameublement et équipements de bureau	10 % et 20 %
Bâtiment	2.5 %
Infrastructures	2.5 % et 5 %
Machinerie, outillage et équipements	5 % et 10 %
Véhicules	5 % et 10 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

Les revenus de taxes sont constatés lors de la taxation annuelle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisé lors de l'émission des certificats d'évaluation et lors de la production des taxations supplémentaires.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les droits de mutation immobilière sont comptabilisés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les revenus provenant de services rendus sont comptabilisés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les autres revenus et les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont réalisés.

G) Avantages sociaux futurs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public, et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public, et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous, par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements de portefeuille constitués en fonds commun cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer des révisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitre SP 3400)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du chapitre SP 3400 du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Les modifications contiennent notamment des indications à l'égard de la répartition des revenus entre les opérations avec ou sans contrepartie et des conditions de constatation des revenus.

Dans le cas d'une opération sans contrepartie, le revenu est constaté à la valeur de réalisation lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques en vertu d'un évènement passé. Pour les opérations avec contrepartie, le revenu est constaté lorsque chaque obligation de prestation est remplie. L'obligation de prestation est remplie lorsque le payeur a le contrôle des avantages associés aux biens ou services, ce qui peut avoir lieu progressivement ou à un moment précis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — actifs incorporels achetés (NOSP-8)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences de la note d'orientation du secteur public (NOSP-8) – actifs incorporels achetés, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. La note d'orientation du secteur public 8 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des actifs incorporels achetés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — Partenariats public-privé (chapitre SP 3160)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du chapitre SP 3160 – partenariat public-privé du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3160 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des partenariats public-privé.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 800 290	891 174
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 800 290	891 174
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 800 290	891 174
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	499 355	619 550
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	660 600	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	823 822	884 355
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 389 890	3 563 278
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 615 234	39 798
Organismes municipaux	13	394 725	492 725
Autres			
▪ Autres comptes à recevoir	14.1	108 297	94 420
▪ Intérêts sur taxes à recevoir	14.2	55 812	69 955
▪ Régies	14.3		20 462
	15	7 387 780	5 164 993
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 634 014	2 917 936
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 634 014	2 917 936
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 371 958	3 025 461
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 214 114	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	21 095	
Ministère de la Culture et des Communications	25	148 100	195 400
Autres ministères/organismes	26	634 623	342 417
	27	4 389 890	3 563 278

Note

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		5 063
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		5 063
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

La Ville de Château-Richer possède une marge de crédit autorisée de 1 586 000 $ au taux préférentiel plus 0.25 %, dont la totalité est inutilisée au 31 décembre 2024.

La Ville possède également trois emprunts temporaires pour des projets d'immobilisations aux caractéristiques suivantes :

	Montant autorisé	Taux	Montant inutilisé
PR1 :	311 000 $	5.45 %	304 927 $
PR2 :	1 855 000 $	5.45 %	555 876 $
PR7:	2 977 000 $	5.45 %	1 460 809 $

10. Créditeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 028 360	475 897
Salaires et avantages sociaux	44	45 819	118 579
Dépôts et retenues de garantie	45	168 458	10 272
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	47.1	137 696	85 280
▪ Gouvernement du Québec à payer	47.2	395	
▪ Gouvernement du Canada à payer	47.3	198	
	48	1 380 926	690 028

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	39 170	39 170
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus reportés	62.1	5 131	14 194
	63	44 301	53 364

Note

	2024	2023
Solde de début	53 364	54 846
Plus : encaissements de l'exercice	94 286	108 583
Moins : revenus de l'exercice	103 349	107 101
Solde de fin	44 301	53 364

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2024	2023
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,63	5,48	2025	2044	64	12 918 844	11 763 656
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			2025	2033	68	449 855	362 030
Autres					69		
					70	13 368 699	12 125 686
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(20 568)	( )
					72	13 348 131	12 125 686

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		1 917 867	61 258		1 979 125
2026	74		1 284 466	64 046		1 348 512
2027	75		1 226 892	66 996		1 293 888
2028	76		874 213	70 117		944 330
2029	77		906 934	42 346		949 280
2030 et plus	78		6 708 472	145 092		6 853 564
	79		12 918 844	449 855		13 368 699
Intérêts et frais accessoires	80			( )		( )
	81		12 918 844	449 855		13 368 699

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	111 818	86 892
Régimes de retraite des élus municipaux	89	5 494	5 891
	90	117 312	92 783

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	( )( )	
Charge de désactualisation[1]	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	8 584 370	1 234 400		9 818 770
Eaux usées	102	12 335 765	1 833 653		14 169 418
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	9 650 155	759 441		10 409 596
Autres					
▪	104.1	4 736 653	122 001		4 858 654
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	5 637 360			5 637 360
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 522 061	574 779		3 096 840
Ameublement et équipement de bureau	109	77 384	57 331		134 715
Machinerie, outillage et équipement divers	110	931 627	143 455	74 250	1 000 832
Terrains	111	349 108			349 108
Autres	112	391 605			391 605
	113	45 216 088	4 725 060	74 250	49 866 898
Immobilisations en cours	114	179 094	294 158		473 252
	115	45 395 182	5 019 218	74 250	50 340 150
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	3 403 829	200 295		3 604 124
Eaux usées	117	6 023 231	352 372		6 375 603
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	3 492 132	262 222		3 754 354
Autres					
▪ autres	119.1	1 047 686	273 005		1 320 691
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 439 324	149 807		1 589 131
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 114 058	178 637		1 292 695
Ameublement et équipement de bureau	124	38 875	18 061		56 936
Machinerie, outillage et équipement divers	125	479 664	71 165	16 297	534 532
Autres	126	243 505			243 505
	127	17 282 304	1 505 564	16 297	18 771 571
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	28 112 878			31 568 579
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances payées d'avance	143.1	41 076	38 184
▪ Déneigement	143.2	1 816	
Autres			
▪ Frais de financement reportés	144.1		40 532
	145	42 892	78 716

Note

19. Obligations contractuelles

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION

2022 à 2028 - 10 % du déficit annuel reconnu par la S.H.Q.

Entente de gestion en commun de l'Aréna de la Côte-de-Beaupré pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2030.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2024	Solde des cautionnements 2023
Emprunts temporaires				
▪ Centre de généalogie	146.1		15 000	15 000
	147		15 000	15 000
Dettes à long terme				
▪	148.1			
	149			
	150		15 000	15 000

La Ville de Château-Richer s'est portée garante et a cautionné la marge de crédit de 15 000 $ contractée par le Centre de Généalogie des Archives et des Biens Culturels de Château-Richer.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Perte sur la disposition d'immobilisation de 15 953 $.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Suite à une correction d'erreur dans les projets en cours, un montant de 373 929 $ a été débité dans les débiteurs, un montant de 108 875 a été débité des soldes disponibles de règlement d'emprunt fermés, 288 052 $ a été crédité de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs et 194 752 $ a été crédité dans l'excédent de fonctionnement non affecté.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	2 821 388	–	–	–	2 821 388
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 202 214	–	–	–	1 202 214
Intérêts courus à payer	137 239	–	–	–	137 239
Dettes	1 892 841	2 609 942	1 881 662	6 769 992	13 154 437
	6 053 682	2 609 942	1 881 662	6 769 992	17 315 278

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	1 389 843	–	–	–	1 389 843
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	566 090	–	–	–	566 090
Intérêts courus à payer	85 280	–	–	–	85 280
Dettes	1 349 569	2 337 308	1 905 982	6 333 237	11 926 096
	3 390 782	2 337 308	1 905 982	6 333 237	13 967 309

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêts. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	6 979 023	7 309 827	7 423 123			7 423 123
Compensations tenant lieu de taxes	2	61 946	81 171	63 624			63 624
Quotes-parts	3						
Transferts	4	201 371	647 068	366 281		16 295	382 576
Services rendus	5	297 498	281 231	279 101		64 846	343 947
Imposition de droits	6	242 066	326 132	789 046			789 046
Amendes et pénalités	7	60 178	30 500	48 705			48 705
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	82 486	50 000	83 447		1 823	85 270
Autres revenus	10	107 443	45 002	(2 504)		2 339	(165)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	8 032 011	8 770 931	9 050 823		85 303	9 136 126
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	184 096		3 277 444			3 277 444
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	184 096		3 277 444			3 277 444
	22	8 216 107	8 770 931	12 328 267		85 303	12 413 570
Charges							
Administration générale	23	1 262 226	1 251 318	1 351 349	26 319	46 642	1 424 310
Sécurité publique	24	1 019 227	1 011 348	1 025 383	39 239		1 064 622
Transport	25	1 834 659	1 945 661	1 843 938	356 902		2 200 840
Hygiène du milieu	26	1 464 354	1 685 604	1 713 593	504 772	74 537	2 292 902
Santé et bien-être	27	9 334	15 000	6 588			6 588
Aménagement, urbanisme et développement	28	269 676	289 085	296 565			296 565
Loisirs et culture	29	798 252	835 773	861 902	380 617	66 275	1 308 794
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	577 422	466 050	552 006		3 741	555 747
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 160 270		1 307 849	(1 307 849)		
	34	8 395 420	7 499 839	8 959 173		191 195	9 150 368
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(179 313)	1 271 092	3 369 094		(105 892)	3 263 202

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(179 313)	1 271 092	3 369 094	(105 892)	3 263 202
Moins : revenus d'investissement	2	(184 096)	( )	(3 277 444)	( )	(3 277 444)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(363 409)	1 271 092	91 650	(105 892)	(14 242)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 160 270		1 307 849	197 715	1 505 564
Produit de cession	5			42 000		42 000
(Gain) perte sur cession	6			15 953		15 953
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 160 270		1 365 802	197 715	1 563 517
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12				5 063	5 063
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15				5 063	5 063
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(723 135)	(1 410 518)	(1 009 152)	(41 326)	(1 050 478)
	18	(723 135)	(1 410 518)	(1 009 152)	(41 326)	(1 050 478)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(86 687)	(292 602)	(53 278)	(32 513)	(85 791)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		200 000	200 000		200 000
Excédent de fonctionnement affecté	21				2 398	2 398
Réserves financières et fonds réservés	22	220 034	232 028	90 639	9 390	100 029
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	133 347	139 426	237 361	(20 725)	216 636
	26	570 482	(1 271 092)	594 011	140 727	734 738
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	207 073		685 661	34 835	720 496

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	184 096	3 277 444		3 277 444
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(92 943)	(217 023)	( )	(217 023)
Sécurité publique	3	(15 401)	(126 543)	( )	(126 543)
Transport	4	(467 544)	(1 349 983)	( )	(1 349 983)
Hygiène du milieu	5	(51 952)	(3 168 525)	(32 921)	(3 201 446)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et déve oppement	7	(94 356)	(122 001)	( )	(122 001)
Loisirs et culture	8	(134 427)	( )	(2 222)	(2 222)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(856 623)	(4 984 075)	(35 143)	(5 019 218)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 263 164	1 916 813		1 916 813
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	86 687	53 278	32 513	85 791
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	105 253	(415 597)		(415 597)
	19	191 940	(362 319)	32 513	(329 806)
	20	598 481	(3 429 581)	(2 630)	(3 432 211)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	782 577	(152 137)	(2 630)	(154 767)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	758 765	1 659 786	140 504	1 800 290
Débiteurs (note 5)	2	5 144 531	7 354 354	33 426	7 387 780
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	5 903 296	9 014 140	173 930	9 188 070
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 389 843	2 821 388		2 821 388
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	651 370	1 339 453	41 473	1 380 926
Revenus reportés (note 11)	12	47 648	39 170	5 131	44 301
Dette à long terme (note 12)	13	11 926 096	13 193 871	154 260	13 348 131
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	14 014 957	17 393 882	200 864	17 594 746
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(8 111 661)	(8 379 742)	(26 934)	(8 406 676)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	25 358 715	28 976 988	2 591 591	31 568 579
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	59 361	116 579	9 647	126 226
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	67 367	29 050	13 842	42 892
	23	25 485 443	29 122 617	2 615 080	31 737 697
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	446 616	932 279	106 479	1 038 758
Excédent de fonctionnement affecté	25			25 475	25 475
Réserves financières et fonds réservés	26	1 109 971	1 434 927	21 491	1 456 418
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(59 200)	( )	( )	( )
Financement des investissements en cours	28	(529 357)	(681 494)	(2 630)	(684 124)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	16 405 752	19 057 163	2 437 331	21 494 494
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	17 373 782	20 742 875	2 588 146	23 331 021

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 354 759	2 250 597	2 366 576	2 185 995
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	493 053	462 803	486 763	429 736
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 281 433	3 436 816	3 703 981	3 081 140
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	453 050	474 257	477 872	305 010
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		42 377	42 503	48 185
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	13 000	35 372	35 372	229 023
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	869 544	862 438	440 084	404 710
Transferts	15				
Autres	16	35 000	26 588	31 524	
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		1 307 849	1 505 564	1 807 881
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1		60 076	60 129	77 308
	22	7 499 839	8 959 173	9 150 368	8 568 988

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 038 758	535 661
Excédent de fonctionnement affecté	2	25 475	25 848
Réserves financières et fonds réservés	3	1 456 418	1 125 477
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	(59 200)
Financement des investissements en cours	5	(684 124)	(529 357)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	21 494 494	18 969 390
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	23 331 021	20 067 819
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	932 279	446 616
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	106 479	89 045
	11	1 038 758	535 661
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	12.1		
	13		
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Affecté aux infrastructures	14.1	3 223	3 596
▪ Dette long terme	14.2	22 252	22 252
	15	25 475	25 848
	16	25 475	25 848

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	445 081	649 882
Organismes contrôlés et partenariats	22	15 405	9 420
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	959 846	440 089
Organismes contrôlés et partenariats	24	6 086	6 086
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	30 000	20 000
Autres			
▪	30.1		
	31	1 456 418	1 125 477
	32	1 456 418	1 125 477

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	40	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
▪	43.1	( )	( )
	44	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	46	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	48	( )	( )
Autres			
▪	49.1	( )	( )
	50	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	52	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	53	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	( )	( )
Autres			
▪	55.1	( )	(59 200)
	56	( )	(59 200)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	( )	(59 200)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65	(684 124)	(529 357)
	66	(684 124)	(529 357)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	31 568 579	28 112 878
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		5 063
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	31 568 579	28 117 941
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	31 568 579	28 117 941
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75	(13 348 131)	(12 125 686)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	(20 568)	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	2 634 014	2 917 935
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		59 200
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80	(10 734 685)	(9 148 551)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	(660 600))	)
	82	(10 074 085)	(9 148 551)
	83	21 494 494	18 969 390

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	111 818	86 892
Autres régimes	115		
	116	111 818	86 892

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	1	1

Description du régime

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	1 630	1 748
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	5 494	5 891
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	5 494	5 891

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 616 701	5 616 701	5 004 663
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	270 779	270 779	243 256
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	5 887 480	5 887 480	5 247 919
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	445 047	445 047	546 779
Égout	13	68 795	68 795	97 340
Traitement des eaux usées	14	293 189	293 189	496 211
Matières résiduelles	15	644 134	644 134	506 780
Autres				
▪ Égoûts 7544	16.1	2 384	2 384	2 417
Centres d'urgence 9-1-1	17	23 495	23 495	20 246
Service de la dette	18	58 599	58 599	61 331
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 535 643	1 535 643	1 731 104
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 535 643	1 535 643	1 731 104
	27	7 423 123	7 423 123	6 979 023

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	1 521	1 521	1 406
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	34 945	34 945	34 770
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	36 466	36 466	36 176
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	7 472	7 472	5 972
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	7 472	7 472	5 972
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	19 686	19 686	19 798
	45	19 686	19 686	19 798
	46	63 624	63 624	61 946

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	4 003	4 003	5 406
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	28 143	28 143	23 551
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55	25 000	25 000	25 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	6 988	6 988	
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65	6 988	7 114	18 762
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70	467	467	11 350
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	43 208	59 377	161 673
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	114 797	131 092	245 742

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			48 720
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	636 331	636 331	
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105	969 864	969 864	(48 015)
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107	1 575 457	1 575 457	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122	91 456	91 456	94 000
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	4 336	4 336	89 391
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	3 277 444	3 277 444	184 096

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	251 484	251 484	70 519
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	251 484	251 484	70 519
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 643 725	3 660 020	500 357

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	171	171	21 904
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	171	171	21 904
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	3 799	3 799	3 770
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	3 799	3 799	3 770
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165	51 306	51 306	44 881
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	51 306	51 306	44 881

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	55 276	55 276	70 555

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	4 793	4 793	3 754
	188	4 793	4 793	3 754
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	7 544	7 544	5 547
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	7 544	7 544	5 547
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			35 481
Traitement des eaux usées	206		439	
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214		439	35 481

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	1 650	1 650	900
	224	1 650	1 650	900
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	209 838	274 245	238 482
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	209 838	274 245	238 482
Réseau d'électricité	229			
	230	223 825	288 671	284 164
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	279 101	343 947	354 719

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	20 366	20 366	20 175
Droits de mutation immobilière	233	686 366	686 366	221 891
Droits sur les carrières et sablières	234	82 314	82 314	93 235
Autres	235			
	236	789 046	789 046	335 301
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	48 705	48 705	60 178
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	83 447	85 270	82 591
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	(15 953)	(15 953)	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	13 449	15 788	16 516
	250	(2 504)	(165)	16 516
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	178 684		178 684	178 684	174 210
Greffe et application de la loi	2	4 383		4 383	4 383	3 148
Gestion financière et administrative	3	547 479	26 319	573 798	620 440	637 711
Évaluation	4	100 358		100 358	100 358	98 520
Gestion du personnel	5					
Autres						
▪ Autres	6.1	520 445		520 445	520 445	411 225
	7	1 351 349	26 319	1 377 668	1 424 310	1 324 814
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	693 075		693 075	693 075	659 558
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	316 289	39 239	355 528	355 528	393 518
Sécurité civile	11	2 253		2 253	2 253	914
Autres	12	13 766		13 766	13 766	11 550
	13	1 025 383	39 239	1 064 622	1 064 622	1 065 540
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	833 210	309 917	1 143 127	1 143 127	1 011 549
Enlèvement de la neige	15	925 741	46 985	972 726	972 726	1 051 738
Éclairage des rues	16	29 363		29 363	29 363	27 834
Circulation et stationnement	17	2 709		2 709	2 709	6 286
Transport collectif						
Transport en commun	18	32 915		32 915	32 915	32 500
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	20 000		20 000	20 000	20 000
	22	1 843 938	356 902	2 200 840	2 200 840	2 149 907

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	324 146	8 951	333 097	333 097	269 462
Réseau de distribution de l'eau potable	24	69 874	267 004	336 878	336 878	329 985
Traitement des eaux usées	25	441 528	228 817	670 345	744 882	647 605
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	695 196		695 196	695 196	564 826
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	182 849		182 849	182 849	119 269
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 713 593	504 772	2 218 365	2 292 902	1 931 147
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	6 588		6 588	6 588	9 334
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	6 588		6 588	6 588	9 334

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	193 822		193 822	193 822	162 204
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47	9 324		9 324	9 324	9 420
Autres biens	48	27 894		27 894	27 894	29 781
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49					
Tourisme	50	65 525		65 525	65 525	68 271
Autres	51					
Autres	52					
	53	296 565		296 565	296 565	269 676
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	342 872	328 155	671 027	671 027	680 941
Patinoires intérieures et extérieures	55	62 592		62 592	128 867	124 052
Piscines, plages et ports de plaisance	56	59 882		59 882	59 882	55 151
Parcs et terrains de jeux	57	310 931		310 931	310 931	308 008
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60					
	61	776 277	328 155	1 104 432	1 170 707	1 168 152
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63	70 044	52 462	122 506	122 506	52 653
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	5 581		5 581	5 581	10 528
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	10 000		10 000	10 000	5 019
	67	85 625	52 462	138 087	138 087	68 200
	68	861 902	380 617	1 242 519	1 308 794	1 236 352

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	490 132		490 132	493 873	326 693
Autres frais	71	26 502		26 502	26 502	26 502
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	35 372		35 372	35 372	229 023
	74	552 006		552 006	555 747	582 218
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 307 849	(1 307 849)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Château-Richer | 21035 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 234 400	1 234 400	16 563
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		32 921	40 622
Conduites d'égout	4	1 803 362	1 803 362	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	759 440	759 440	
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			101 081
Autres infrastructures	11	122 001	122 001	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			64 086
Édifices communautaires et récréatifs	14			7 343
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	574 780	574 780	438 406
Ameublement et équipement de bureau	18	217 023	217 023	28 857
Machinerie, outillage et équipement divers	19	141 233	143 455	44 539
Terrains	20			
Autres	21	131 836	131 836	139 200
	22	4 984 075	5 019 218	880 697

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 234 400	1 234 400	16 563
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		32 921	40 622
Conduites d'égout	4	1 803 362	1 803 362	
Autres infrastructures	5	881 441	881 441	101 081
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 064 872	1 067 094	722 431
	12	4 984 075	5 019 218	880 697

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	9 207 750	1 916 813	1 050 478	10 074 085
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6				
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 207 750	1 916 813	1 050 478	10 074 085
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 917 936	88 626	372 548	2 634 014
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 917 936	88 626	372 548	2 634 014
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	2 917 936	88 626	372 548	2 634 014
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 917 936	88 626	372 548	2 634 014
	19	12 125 686	2 005 439	1 423 026	12 708 099
Dette en cours de refinancement	20	( )	660 600	(	(660 600))
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	12 125 686	2 666 039	1 423 026	13 368 699

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	13 154 438
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	681 494
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	600 600
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	959 846
Débiteurs	8	2 634 014
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	10 842 672
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	154 260
Endettement net à long terme	14	10 996 932
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	25 031
Communauté métropolitaine	16	3 525
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	11 025 488
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	11 025 488
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	100 358	100 358	98 520
Autres	3	116 687	116 687	113 507
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	7 136	7 136	4 978
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	32 915	32 915	52 500
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	369 499		
Matières résiduelles	12	80 245	80 245	27 733
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	27 894	27 894	29 781
Rénovation urbaine	19	9 324	9 324	9 420
Promotion et développement économique	20	65 525	65 525	68 271
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	52 855		
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	862 438	440 084	404 710

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 984 075	856 623
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 984 075	856 623

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	2,00	40,00	4 224,00	224 748	50 093	274 841
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,00	35,00	11 849,25	342 319	88 780	431 099
Cols bleus	4	20,00	40,00	45 626,75	1 377 801	292 322	1 670 123
Policiers	5						
Pompiers	6	22,00	10,00	5 417,00	151 774	13 918	165 692
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	51,00		67 117,00	2 096 642	445 113	2 541 755
Élus	9	7,00			153 955	17 690	171 645
	10	58,00			2 250 597	462 803	2 713 400

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	6 988				6 988
Réseau de distribution de l'eau potable	3		416 813	553 050		969 863
Traitement des eaux usées	4	6 988				6 988
Réseaux d'égout	5		745 882	829 575		1 575 457
Autres	6	352 305	683 877	4 337	43 910	1 084 429
	7	366 281	1 846 572	1 386 962	43 910	3 643 725

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	63 143	289 566
	4	63 143	289 566
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	8 749	6 130
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	8 749	6 130
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	168 742	110 410
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	168 742	110 410
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	31 464	10 180
Réseau de distribution de l'eau potable	18	81 797	30 353
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	85 726	35 589
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	198 987	76 122
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	112 385	95 194
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	112 385	95 194
Réseau d'électricité	42		
	43	552 006	577 422

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gino Pouliot	1.1	Maire	33 892	16 946	12 252	2 496
Maxime Roberge	1.2	Maire suppléant	12 738	5 649	1 396	698
Éric Martineau	1.3	Conseiller	11 298	5 649		
Vincent Latour	1.4	Conseiller	11 298	5 649		
Alexandre Richard	1.5	Conseiller	11 298	5 649	1 290	645
Guylaine Lefrancois	1.6	Conseiller	11 298	5 649		
Christine Pleau	1.7	Conseiller	11 298	5 649		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	990 000 $	

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

		OUI	NON
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	82 314 $	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	X	

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	$
Ligne 3 : Autres revenus	7	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	$
Ligne 9 : Autres charges	11	$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	$
Ligne 14 : Débiteurs	14	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	$
Ligne 24 : Libres	20	$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	$
Constatés au cours de l'exercice	24	$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	$
Ligne 3 : Autres revenus	28	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	$
Ligne 9 : Autres charges	32	$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	$
Ligne 14 : Débiteurs	35	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	$
Ligne 24 : Libres	41	$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	44	[X]	[ ]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	45		$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	46	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024	47		$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	48	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	49		$
Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :			
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	50	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	51		$
Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 52 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 53 _____ $

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 54 [X] [ ]

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 55 [X] [ ]

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC de la Côte-de-Beaupré - durée indéterminée

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 56 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 57 _____ $

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 58 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 59 _____ $

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 60 [X] [ ]

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes 61 33 430 $

b) autres formes d'aide 62 _____ $

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 63 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 64 _____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? — 65 ☐ ☒ X

    Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? — 66 ☐ ☐

    Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 — 67 _____ $

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024

    Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 — 68 _____ $

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD — 69 _____ $

    Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

    a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

    - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 70 _____ $
    - Dépenses relatives à l'entretien d'été
      - Systèmes de sécurité — 71 $
      - Chaussées pavées - entretien préventif — 72 $
      - Chaussées pavées - entretien palliatif — 73 $
      - Chaussées en gravier - entretien préventif — 74 $
      - Chaussées en gravier - entretien palliatif — 75 $
      - Systèmes de drainage — 76 $
      - Abords de routes — 77 _____ $
      - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été — 78 _____ $

    b) Dépenses d'investissement

    - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 79 _____ $
    - Dépenses relatives à l'entretien d'été — 80 _____ $

    c) Total des frais encourus admissibles — 81 _____ $

    d) Description des dépenses d'investissement

    - Relatives à l'entretien d'hiver :
    - Relatives à l'entretien d'été :

    e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :

    f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution 82 _____

b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 84 ☐ ☒ X

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 _____

b) Date d'adoption de la résolution 86 _____

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 1

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 653

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 386

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 97 [ ] [X]

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	
Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?	2	X	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3		X

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	4		X
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	5		X
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	6		X

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	7		X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	8		

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-03-24 14:18

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Château-Richer | 21035 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	8 032 011	8 770 931	9 050 823	85 303	9 136 126
Investissement	2	184 096		3 277 444		3 277 444
	3	8 216 107	8 770 931	12 328 267	85 303	12 413 570
Charges	4	8 395 420	7 499 839	8 959 173	191 195	9 150 368
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(179 313)	1 271 092	3 369 094	(105 892)	3 263 202
Moins : revenus d'investissement	6	(184 096)	( )	(3 277 444)	( )	(3 277 444)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(363 409)	1 271 092	91 650	(105 892)	(14 242)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 160 270		1 307 849	197 715	1 505 564
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(723 135)	(1 410 518)	(1 009 152)	(41 326)	(1 050 478)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(86 687)	(292 602)	(53 278)	(32 513)	(85 791)
Excédent (déficit) accumulé	12	220 034	432 028	290 639	11 788	302 427
Autres éléments de conciliation	13			57 953	5 063	63 016
	14	570 482	(1 271 092)	594 011	140 727	734 738
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	207 073		685 661	34 835	720 496

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	758 765	1 659 786	1 800 290	891 174
Débiteurs	2	5 144 531	7 354 354	7 387 780	5 164 993
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4				5 063
Autres	5				
	6	5 903 296	9 014 140	9 188 070	6 061 230
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8	1 389 843	2 821 388	2 821 388	1 389 843
Créditeurs et charges à payer	9	651 370	1 339 453	1 380 926	690 028
Revenus reportés	10	47 648	39 170	44 301	53 364
Dette à long terme	11	11 926 096	13 193 871	13 348 131	12 125 686
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13				
	14	14 014 957	17 393 882	17 594 746	14 258 921
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(8 111 661)	(8 379 742)	(8 406 676)	(8 197 691)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	25 358 715	28 976 988	31 568 579	28 112 878
Autres	17	126 728	145 629	169 118	152 632
	18	25 485 443	29 122 617	31 737 697	28 265 510
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	446 616	932 279	1 038 758	535 661
Excédent de fonctionnement affecté	20			25 475	25 848
Réserves financières et fonds réservés	21	1 109 971	1 434 927	1 456 418	1 125 477
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(59 200)	( )	( )	(59 200)
Financement des investissements en cours	23	(529 357)	(681 494)	(684 124)	(529 357)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	16 405 752	19 057 163	21 494 494	18 969 390
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	17 373 782	20 742 875	23 331 021	20 067 819

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪	1.1		
	2		
Organismes contrôlés et partenariats[1]	3	25 475	25 848
	4	25 475	25 848
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	445 081	649 882
Organismes contrôlés et partenariats	8	15 405	9 420
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	959 846	440 089
Organismes contrôlés et partenariats	10	6 086	6 086
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	30 000	20 000
Autres			
▪	14.1		
	15	1 456 418	1 125 477
	16	1 481 893	1 151 325

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	10 842 672
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	11 025 488

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5		
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	10 074 085	9 207 750
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 634 014	2 917 936
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10	660 600	
	11	13 368 699	12 125 686

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	6 979 023	7 309 827	7 423 123	7 423 123
Compensations tenant lieu de taxes	13	61 946	81 171	63 624	63 624
Quotes-parts	14				
Transferts	15	201 371	647 068	366 281	382 576
Services rendus	16	297 498	281 231	279 101	343 947
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	302 244	356 632	837 751	837 751
Autres	18	189 929	95 002	80 943	85 105
	19	8 032 011	8 770 931	9 050 823	9 136 126
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	184 096		3 277 444	3 277 444
Autres	23				
	24	184 096		3 277 444	3 277 444
	25	8 216 107	8 770 931	12 328 267	12 413 570

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 351 349	26 319	1 377 668	1 424 310	1 324 814
Sécurité publique						
Police	2	693 075		693 075	693 075	659 558
Sécurité incendie	3	316 289	39 239	355 528	355 528	393 518
Autres	4	16 019		16 019	16 019	12 464
Transport						
Réseau routier	5	1 791 023	356 902	2 147 925	2 147 925	2 097 407
Transport collectif	6	32 915		32 915	32 915	32 500
Autres	7	20 000		20 000	20 000	20 000
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	835 548	504 772	1 340 320	1 414 857	1 247 052
Matières résiduelles	9	878 045		878 045	878 045	684 095
Autres	10					
Santé et bien-être	11	6 588		6 588	6 588	9 334
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	193 822		193 822	193 822	162 204
Promotion et développement économique	13	65 525		65 525	65 525	68 271
Autres	14	37 218		37 218	37 218	39 201
Loisirs et culture	15	861 902	380 617	1 242 519	1 308 794	1 236 352
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	552 006		552 006	555 747	582 218
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	7 651 324	1 307 849	8 959 173	9 150 368	8 568 988
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 307 849	(1 307 849)			
	21	8 959 173		8 959 173	9 150 368	8 568 988

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	184 096	3 277 444		3 277 444
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(856 623)	(4 984 075)	(35 143)	(5 019 218)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	( )	( )	( )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 263 164	1 916 813		1 916 813
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	86 687	53 278	32 513	85 791
Excédent accumulé	6	105 253	(415 597)		(415 597)
	7	598 481	(3 429 581)	(2 630)	(3 432 211)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	782 577	(152 137)	(2 630)	(154 767)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14